

## **La reprise est bien là**

Alternatives Economiques mai 2015

C'est le monde à l'envers ! Le scénario budgétaire du gouvernement, qui prévoyait 1 % de croissance en 2015 et 1,5 % en 2016, apparaît désormais comme très prudent. L'OCDE et le Fonds monétaire international voient tous deux la croissance française s'établir au-delà de la barre de 1 % dès cette année. Tandis que l'OFCE anticipe 1,4 % de croissance en 2015 et 2,1 % en 2016. Pour sa part, l'Insee prévoit déjà une croissance de 0,7 % pour le seul premier semestre 2015 dans sa note de conjoncture publiée en mars dernier (voir "En savoir plus").

L'enjeu de ces décimales est plus important qu'il n'y paraît : dès que la croissance du produit intérieur brut (PIB) se situe au-delà de 1 %, on recommence à créer des emplois. Sur la base de sa prévision de 1,4 % croissance pour 2015, l'OFCE prévoit ainsi 205 000 postes supplémentaires cette année en France, soit une augmentation de l'emploi de 0,7 %. 27 000 seraient créés dans le secteur non marchand sous l'effet du développement des emplois aidés, mais aussi et surtout 178 000 dans le secteur marchand.

Côté population, le nombre de 15-64 ans diminue déjà depuis 2011 et va encore reculer de 80 000 personnes cette année : les *baby-boomers* arrivent à l'âge de la retraite et sont remplacés par des générations jeunes moins nombreuses. Mais du fait de la progression de la participation des femmes au marché du travail et du départ plus tardif des salariés âgés après les réformes des retraites, la population active devrait cependant encore augmenter de 152 000 personnes cette année, selon l'OFCE. Si les prévisions de cet institut se révèlent exactes, on devrait donc assister, malgré cela, à la fameuse inversion de la courbe du chômage dès cette année : 52 000 chômeurs en moins, soit une baisse du taux de chômage de 10 % en 2014 à 9,8 % en 2015.

Quant au déficit public, que le gouvernement programmait à l'automne dernier encore à 4,3 % du PIB pour cette année, l'OFCE le prévoit désormais à 3,7 % en 2015 (et à 3,1 % l'an prochain). Là aussi, le retour d'un peu de croissance a immédiatement un effet significatif grâce au redressement des rentrées fiscales et sociales. Venant après quatre années de stagnation quasi complète de l'économie française, de dégradation des finances publiques et de hausse du chômage, c'est évidemment une bonne nouvelle.

....